

CONDITIONS GENERALES DE PRIX ET DE VENTE

1 - OBJET ET CHAMPS D'APPLICATION

Les présentes conditions générales de prix et de vente régissent toutes les relations contractuelles entre l'entreprise **24h du Mans** (ci-après « l'Entreprise ») et ses clients, dans le cadre de la vente de billets (karting, tribune, campement), de services (activités de karting, tours de montgolfière) et de produits (via la boutique en ligne). Toute commande implique l'acceptation pleine et entière des conditions générales de vente, y compris des conditions spécifiques aux produits ou services commandés.

Le contrat entre l'Entreprise et le client est soumis au droit français, notamment aux articles **L. 111-1 à L. 113-8** du Code de la consommation relatifs à l'information précontractuelle, et à l'**article 1382** du Code civil relatif à la responsabilité civile. Le client déclare avoir pris connaissance de ces conditions et accepte sans réserve les dispositions qui y figurent.

2 - OFFRES ET DEVIS

2.1. Validité de l'offre : Les offres proposées, qu'elles soient pour la billetterie, les activités ou la boutique, sont valables dans un délai de **15 jours** à compter de leur émission, sauf mention contraire spécifiée. Conformément à l'article **L. 121-21-8 du Code de la consommation**, toute demande de commande ou réservation effectuée après l'expiration de ce délai sera considérée comme une nouvelle offre, susceptible de modification.

2.2. Devis estimatifs : Les prix indiqués dans les devis sont estimatifs et sont basés sur les informations fournies par le client. En cas de changement de conditions ou de spécifications supplémentaires, les prix peuvent être révisés. Selon l'article **L. 121-21 du Code de la consommation**, toute prestation faisant l'objet d'un devis modifié ou ajusté doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation par le client.

2.3. Modifications de commande : Toute demande de modification ou de changement par le client concernant une commande déjà validée sera traitée comme une nouvelle commande et entraînera un ajustement des prix et/ou des délais d'exécution, conformément à l'article **L. 113-2 du Code civil** sur la formation des contrats. Les modifications sont soumises à l'acceptation préalable de l'Entreprise, qui pourra, en cas de refus, annuler la commande sans indemnisation.

2.4. Propriété des documents : Tous les documents fournis (plans, schémas, photos, descriptifs) restent la propriété exclusive de l'Entreprise, conformément à l'article **L. 122-4 du Code de la propriété intellectuelle**. Ils ne peuvent être reproduits, diffusés ou utilisés à des fins commerciales sans l'autorisation expresse de 24h du Mans.

3 - DROIT DE RÉTRACTATION

En vertu de l'article **L. 221-18 du Code de la consommation**, le client consommateur dispose d'un droit de rétractation de **14 jours** à compter de la conclusion du contrat, sauf pour les prestations exécutées avant l'expiration de ce délai ou pour les services liés à des événements spécifiques (tels que la billetterie de karting ou les réservations pour des tours de montgolfière), qui sont réputés non rétractables en raison de leur nature (article **L. 221-28 du Code de la consommation**).

Le client peut exercer ce droit en envoyant le formulaire de rétractation, disponible sur le site ou dans les locaux de l'Entreprise, à l'adresse indiquée dans la documentation fournie. En cas d'annulation dans le cadre de ce droit, l'acompte versé par le client est restitué sous réserve des conditions spécifiques du produit ou service concerné.

4 - EXÉCUTION ANTICIPÉE

Le droit de rétractation ne s'applique pas aux prestations de services pleinement exécutées, comme pour les activités déjà réalisées (karting, montgolfière, etc.), ou aux contrats d'urgence sollicités par le client pour des raisons urgentes (article **L. 221-28 du Code de la consommation**). Le client devra confirmer son renoncement au droit de rétractation par écrit, conformément à l'article **L. 221-24 du Code de la consommation**.

5 - CONDITIONS D'EXÉCUTIONS DES TRAVAUX

Les services seront exécutés conformément aux règles de l'art et aux normes applicables en vigueur au moment de la prestation (article **L. 111-1 du Code de la consommation**). Si des travaux supplémentaires s'avèrent nécessaires en cours d'exécution, un avenant sera signé entre les parties pour convenir de ces prestations additionnelles.

6 - TRAVAUX NÉCESSITANT UNE AUTORISATION

Le client est responsable de l'obtention de toutes les autorisations nécessaires à la participation à certaines activités (permis de conduire pour le karting, certificat médical pour les montgolfières, etc.), conformément aux articles **L. 313-1 à L. 313-3 du Code de la santé publique** et **L. 211-2 du Code de la route**. En cas de non-remise des documents requis, l'Entreprise pourra refuser d'exécuter la prestation sans remboursement.

7 - DÉLAIS D'EXÉCUTION

Les délais d'exécution pour chaque service sont indiqués sur le devis ou lors de la réservation. Conformément à l'article **L. 121-20-3 du Code de la consommation**, tout retard dans l'exécution des prestations qui excède la durée prévue par le contrat pourra donner lieu à une indemnisation à la charge de l'Entreprise. En cas de retard causé par des événements externes (météo, grèves), le délai sera prolongé sans compensation financière.

8 - FORCE MAJEURE

Conformément à l'article **1218 du Code civil**, aucune des parties ne pourra être tenue responsable en cas de force majeure, notamment en cas de conditions climatiques extrêmes, pandémies, grèves ou conflits. En cas de force majeure, le contrat pourra être suspendu ou résilié, sans indemnisation de part et d'autre.

9 - ACTUALISATION DES PRIX

Les prix des prestations peuvent être révisés en cas de changement significatif des coûts (notamment en cas d'inflation ou de hausse des coûts des matériaux). En vertu de l'article **L. 113-1 du Code civil**, les prix seront ajustés en fonction de l'évolution des indices de prix applicables et de l'accord des parties. Un devis révisé sera communiqué pour validation.

10 - TVA À TAUX REDUITS

La TVA appliquée sera conforme aux taux en vigueur au moment de la facturation. En cas de modification du taux de TVA, le client sera informé de l'ajustement, conformément à l'**article 278 du Code général des impôts**. En cas de requalification fiscale, le client sera tenu responsable du paiement des régularisations, y compris des pénalités éventuelles.

11 - RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

Conformément à l'article **2367 du Code civil**, la propriété des produits achetés (articles de boutique) demeure celle de l'Entreprise jusqu'au paiement intégral du prix. En cas de non-paiement, 24h du Mans pourra récupérer les produits, sous réserve de leur démontabilité sans détériorer l'habitat.

12 - ÉCHÉANCES DE PAIEMENT

Les paiements des services sont effectués comme suit : 30% à la commande, un paiement intermédiaire suivant l'avancement des prestations (en cas de prestation longue, par exemple pour des événements), et le solde à la fin des prestations. En cas de non-paiement à la date d'échéance, des pénalités seront appliquées conformément à l'article **1231-6 du Code civil** et à l'article **L. 441-10 du Code de commerce**.

CONDITIONS GENERALES DE PRIX ET DE VENTE

13 - ASSURANCE

L'entreprise est couverte de toutes ses obligations et responsabilités au regard des dispositions des articles **1792, 1792-2 et 1792-3** du Code civil et possède à cet effet toutes les attestations d'assurances y afférentes.

Assurance : contrat CUBE entreprises de construction – QBE Europe SA/NV N°031 0014458 – 110 Esplanade du Général De Gaulle 92931 PARIS LA DEFENSE Cedex.

14 - PÉNALITÉS DE RETARD

Tout retard de paiement entraînera l'application de pénalités égales à taux de refinancement de la BCE majoré de 10 points, conformément à l'article **441-6 du Code de commerce**. Les pénalités sont exigibles dès le lendemain de la date limite de paiement et seront automatiquement débitées du compte du client.

15 - RECOURS À UN PRÊT

Si le client choisit de recourir à un crédit pour financer tout ou partie des services (par exemple via un crédit à la consommation ou immobilier), il devra informer l'Entreprise dans un délai de 7 jours suivant l'acceptation du crédit ou son refus. Les conditions suspensives liées à l'obtention du crédit sont décrites dans l'article **L. 311-1 du Code de la consommation**.

16 - RÉCEPTION DES TRAVAUX

La réception des services est confirmée à la fin de l'activité ou de la prestation, lorsque le client a vérifié l'intégralité et la conformité des services fournis, conformément à l'article **1641 du Code civil** relatif à la garantie des vices cachés.

17 - MÉDIATION DES LITIGES DE LA CONSOMMATION

En cas de litige, le client peut recourir à une médiation, conformément aux articles **L. 612-1 et suivants du Code de la consommation**. Le client peut saisir un médiateur agréé pour tenter de résoudre le différend à l'amiable.

18 - PROTECTION DES DONNÉES

Les données personnelles collectées sont utilisées dans le cadre de l'exécution des prestations et pour le respect des obligations légales. Conformément à l'article **6 du Règlement général sur la protection des données (RGPD)**. Le responsable du traitement des données est l'entreprise :

[Données fictives]

Nom : 24h du Mans

Email : contact@24hdumans.fr

Coordonnées postales : 19 avenue du Maréchal Juin, 90016 Belfort.

L'accès aux données personnelles sera strictement limité aux employés habilités de l'entreprise. Les informations recueillies pourront éventuellement être communiquées à des tiers liés à l'entreprise par contrat pour l'exécution de tâches sous-traitées. Conformément à la **loi n°78-17 « Informatique et Libertés »** et au Règlement Européen n°2016/679, le client dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation et de portabilité des données le concernant, ainsi que du droit de s'opposer au traitement pour motif légitime, droits qu'il peut exercer en s'adressant à l'entreprise (coordonnées ci-dessus), en joignant un justificatif de son identité valide. Le client peut également définir des directives relatives au sort de ces données après sa mort.

En cas de réclamation, le client peut contacter la **CNIL**.

Le client consommateur a le droit de s'inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique sur le site bloctel.fr.

